



# Contre la libéralisation du secteur de l'électricité Défendons le service public !

Au 1er juillet 2007 tous les particuliers auront *la liberté de choisir leur fournisseur d'électricité et de gaz en faisant jouer la concurrence*. Pourtant, le bilan de l'ouverture à la concurrence (déjà effective pour les entreprises) s'avère catastrophique et pour les particuliers, la liberté de choix se traduira par « payer plus cher un moins bon service ! »

**Réunion publique le mercredi 13 juin à 20 h 00  
au FIAP 30, rue Cabanis (M° Glacière)**

Avec **Christiane Marty (conseil scientifique d'Attac)**  
**Pierre Khalfa (conseil scientifique d'Attac)**  
**Jean Barra (CGT Mines Energie)**

A l'appel des comités locaux d'Attac de Paris Centre, 9ème/10ème, 12ème, 14ème, 15ème, 20ème et du Collectif Parisien de Défense et de Développement des Services Publics (CDDSP 75)

**Non, la concurrence ne fait pas baisser les prix !**

En France, pour les entreprises qui ont préféré conserver les tarifs régulés d'EDF, l'augmentation n'a été « que » de 11 % alors que celles qui les ont abandonnés, et l'abandon est irréversible, ont vu leur facture d'électricité croître en moyenne de 76 % !

**Non, la bourse n'est pas un bon gestionnaire !**

Parce que les entreprises privilégient le

profit et que l'électricité se vend d'autant plus cher que l'on est proche de la rupture de charge, les sous investissements sont chroniques dans les moyens de productions et le réseau, ce qui induit pannes et coupures de courant comme en Californie, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Espagne.

**Non, le marché de l'électricité ne marche pas !**

Parce que l'électricité se stocke mal et qu'elle se transporte mal, multiplier les

acteurs (et couper ainsi l'unicité de contrôle sur la production et la consommation) et allonger les réseaux de distribution (ce qui revient à gaspiller de l'énergie) est tout simplement une aberration !

**Oui à un service public de l'énergie !**

Afin d'assurer un droit effectif à l'énergie pour tous, prenant en compte ses conséquences environnementales et sociales.